Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 42 (1984)

Heft: 2: Problèmes monétaires

Artikel: L'économie nationale et l'économie mondiale : leurs interactions

Autor: Larosière, Jacques de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-139152

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'économie nationale et l'économie mondiale Leurs interactions[1]

Jacques de Larosière,
Directeur général
du Fonds monétaire international,
Washington

Le développement de l'interdépendance économique entre nations est l'un des phénomènes les plus importants de l'histoire de l'après-guerre. Cette interdépendance croissante et le cadre institutionnel dans lequel elle s'inscrit ont de profondes répercussions sur la manière dont les événements économiques survenus dans les différents pays se transmettent à leurs partenaires commerciaux et au monde dans son ensemble. Reconnaître l'existence de ces mécanismes de transmission et en tirer parti pour le bien général, c'est précisément ce en quoi consiste la coopération économique internationale.

Je voudrais aujourd'hui examiner d'un peu plus près le phénomène de l'interdépendance économique, afin d'en tirer certaines leçons concernant les priorités de politique économique dans les circonstances actuelles. Je commencerai par citer quelques chiffres pour illustrer la nature et l'ampleur du développement qu'a connu l'interdépendance économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. J'examinerai ensuite dans quelle mesure l'intégration croissante de l'économie mondiale a contribué à encourager le développement et l'expansion économiques pendant cette période. Enfin, j'aborderai certains problèmes de politique économique qui se posent dans un monde de plus en plus intégré, et j'évoquerai le type de solutions que ces problèmes appellent.

L'AMPLEUR DE L'INTERDÉPENDANCE

Le critère le plus simple pour évaluer à quel point l'économie mondiale est devenue interdépendante est sans doute la part croissante du commerce extérieur dans l'activité économique globale. Dans les pays industrialisés, les exportations ont augmenté au taux annuel moyen de 6,5% entre 1955 et 1982, contre un taux de croissance de la production globale de l'ordre de 3,5%. Il en résulte que la part des exportations dans la production totale est passée d'une moyenne de 8,5% à la fin des années 50 à 9,5% dix ans plus tard et à 15% à la fin des années 70.

Proportionnellement, ce sont les pays où la part du commerce extérieur dans l'activité économique était auparavant la plus faible, notamment les Etats-Unis, qui ont enregistré la plus forte progression de leur participation au commerce international. Ainsi, en 1955, les exportations ne représentaient qu'un peu moins de 4,5% du PNB aux Etats-Unis; en 1980,

[1] Allocution prononcée devant l'American Enterprise Institute, Washington, en décembre 1983.

cette part dépassait 10%. Ce chiffre recèle, bien sûr, une proportion d'exportations beaucoup plus élevée dans certains secteurs de l'économie. On estime, par exemple, que près de 20% de la production de l'industrie manufacturière aux Etats-Unis dépend directement des marchés d'exportation; en 1982, la moitié de la production agricole de ce même pays a été exportée.

Cependant, ces chiffres, pour impressionnants qu'ils soient, ont peut-être tendance à faire sous-estimer la croissance des transactions internationales. Tout d'abord, ils n'incluent pas les transactions sur services entre pays, qui ont augmenté plus rapidement que le commerce de marchandises et qui représentent aujourd'hui près d'un tiers des paiements courants dans le groupe des pays industrialisés. En outre, ils ne tiennent pas compte du degré considérable d'intégration auquel sont parvenus les marchés de capitaux. Pendant la vingtaine d'années écoulées depuis le retour à la convertibilité au titre des opérations courantes dans les principaux pays européens et au Japon, on a constaté une nette tendance à la libération des mouvements de capitaux. L'euromarché, qui était pour ainsi dire inexistant, s'est développé pour devenir un marché représentant aujourd'hui plus de mille milliards de dollars. Quant aux marchés financiers nationaux, ils se sont de plus en plus ouverts aux flux massifs de capitaux, qu'il s'agisse d'entrées ou de sorties. Reflet de cette évolution, le volume quotidien des transactions en devises sur le marché de New York a augmenté très rapidement ces dernières années et est actuellement estimé à environ 30 milliards de dollars. Ce chiffre est équivalent, sur une base annuelle, à plus de deux fois le PNB des Etats-Unis en termes nominaux.

L'expansion en volume du commerce international et des mouvements de capitaux est, en grande partie, le résultat d'actions délibérées de politique économique. L'ordre économique de l'après-guerre reposait sur la volonté de libéraliser le commerce et d'établir un système de paiements favorisant cette évolution. Une plus grande liberté des mouvements de capitaux est apparue de plus en plus souhaitable, compte tenu de l'existence d'écarts entre les taux de rendement des investissements et entre les propensions à épargner dans les différents pays. En particulier, il fallait que les pays en développement disposant d'un potentiel de croissance rapide aient accès aux marchés internationaux de capitaux pour que ce potentiel puisse être exploité. Dans le même temps, d'autres pays en développement, qui, avant leur indépendance, avaient été essentiellement tributaires de relations commerciales bilatérales, ont été en mesure de participer plus pleinement au système multilatéral de commerce et d'investissements.

AVANTAGES ET CONTRAINTES DE L'INTERDÉPENDANCE

L'intégration croissante de l'économie mondiale est l'un des facteurs principaux à l'origine des progrès économiques remarquables réalisés depuis la fin de la guerre. Dans les pays de l'OCDE, la production par habitant au cours des trois dernières décennies a augmenté à des taux jamais enregistrés auparavant. Dans les pays en développement, le taux de croissance de la production a atteint en moyenne 6% par an pendant la période 1960-1980.

Les flux commerciaux et les mouvements de capitaux ont contribué à la prospérité de l'après-guerre de plusieurs manières. Les réductions tarifaires et d'autres mesures de libéra-

lisation ont encouragé une plus grande spécialisation de la production et une meilleure exploitation des avantages comparatifs et ont favorisé le développement du commerce international. Chose peut-être plus importante encore, toutefois, l'ouverture aux produits et aux marchés étrangers a encouragé la diffusion des technologies nouvelles et contribué à l'amélioration de l'efficacité, tant dans le domaine de la production que dans celui de la gestion. Qui plus est, l'ouverture des marchés de capitaux a permis d'améliorer la mobilisation de l'épargne et sa répartition entre pays. Ce facteur a contribué de manière particulièrement importante aux progrès économiques remarquables réalisés par les «nouveaux pays industriels».

S'il est vrai que la plupart des pays ont bénéficié de la prospérité économique des trente dernières années, il est bon de noter que ce sont ceux dont la participation au commerce et aux investissements internationaux s'est accrue le plus rapidement qui ont enregistré les meilleurs résultats. Parmi les pays industrialisés, le cas de l'Allemagne d'abord, celui du Japon ensuite, sont bien connus et illustrent bien le succès d'une croissance axée sur les exportations. En ce qui concerne les pays en développement, nombre d'études ont confirmé la corrélation existant entre la croissance des exportations et celle du revenu réel par habitant.

Si l'intégration croissante de l'économie mondiale a constitué un facteur essentiel de la prospérité de l'après-guerre, elle a cependant aussi donné naissance à de nouveaux problèmes de politique économique pour les autorités nationales. L'adaptation plus rapide des structures de production qu'encouragent les échanges commerciaux présente des avantages en ce qu'elle favorise une allocation plus efficace des ressources, mais elle entraîne aussi des coûts pour les entreprises, les individus et les régions dont les produits et les méthodes de production se révèlent démodés. De surcroît, les perturbations affectant les économies étrangères, qu'elles soient provoquées par des événements inattendus ou par une action délibérée de politique économique, se propagent d'autant plus rapidement et plus facilement que les «courroies de transmission» sont plus nombreuses. Parfois, les coûts qu'entraînent les interactions économiques, étant, par nature, spécifiques et aisément identifiables, peuvent sembler l'emporter sur les avantages, qui, eux, sont plus diffus et moins tangibles. Une telle perception des choses peut engendrer des pressions poussant à intervenir dans le fonctionnement des mécanismes internationaux d'une manière qui menace la structure même de la coopération.

Aussi évoquerai-je tout d'abord la nature de certains rouages qui opèrent dans l'économie mondiale, avant d'aborder la manière dont la politique économique peut répondre aux problèmes qui résultent de l'interdépendance.

Le premier et le plus important de ces rouages est constitué par les échanges commerciaux. Dans les secteurs de l'économie produisant des biens faisant l'objet d'échanges, les marchés mondiaux exercent inévitablement une forte influence sur le volume et les prix de la production intérieure.

Ces dernières années, l'affaiblissement de la demande dans les marchés des pays industrialisés, ainsi que la dégradation des termes de l'échange qui lui a été associée, a été un facteur important du ralentissement de la croissance des pays en développement. La valeur réelle des exportations des pays en développement a augmenté d'environ 7% par an au cours de la période 1963-1972, facilitant ainsi la croissance économique réelle, qui a atteint un taux

moyen de près de 6%. Depuis 1980, le pouvoir d'achat des exportations a pratiquement stagné et la croissance économique n'a plus atteint que 2% en moyenne ces trois dernières années. Aujourd'hui, la reprise qui s'est amorcée ouvre la perspective d'un renversement de ces tendances. Une analyse effectuée récemment par les services du Fonds indique qu'une variation de 1% de la production dans les pays industrialisés se traduirait par une variation de 3,5% des recettes d'exportations des pays en développement.

Un deuxième rouage est constitué par les mouvements de capitaux. A long terme, les mouvements de capitaux réagissent aux différences entre les propensions à épargner et les possibilités d'investissement dans les différents pays. Par ailleurs, c'est la position jugée «soutenable» du compte de capital qui détermine quel sera le solde possible de la balance courante. Toutefois, à plus court terme, les flux de capitaux peuvent être influencés par un certain nombre de facteurs, notamment par des variations des rendements relatifs dues à une modification de la politique monétaire, des incertitudes politiques dans les pays prêteurs ou dans les pays emprunteurs, une détérioration soudaine de la solvabilité des pays débiteurs, ou encore des variations de la position de la balance courante des pays créditeurs. Depuis environ deux ans, nombre de ces facteurs se sont conjugués. L'une des conséquences importantes a été la réduction brusque du volume des flux spontanés de prêts bancaires à destination des pays en développement endettés, réduction qui a exigé des pays emprunteurs qu'ils procèdent à des ajustements réels considérables. Au sein des pays industrialisés, on a enregistré des variations inattendues des différentiels de taux d'intérêt, ce qui a contribué à des fluctuations sensibles des taux de change.

Un troisième rouage découle de la relation entre l'orientation donnée à la politique économique dans les principaux pays et la structure internationale des taux d'intérêt et des taux de change. Je viens d'expliquer que les marchés internationaux de capitaux sont de plus en plus intégrés. Cela veut dire que les taux d'intérêt sur une place financière (après correction des plus-values ou moins-values escomptées du fait des fluctuations des taux de change) ne peuvent pas diverger sensiblement des taux en vigueur sur les autres marchés de capitaux. Deux facteurs importants dont dépend le niveau des taux d'intérêt sont, d'une part, la concurrence (effective et potentielle) dont font l'objet les fonds prêtables sur le marché et, d'autre part, les anticipations concernant l'évolution des prix. Aussi, les choix que font les pays quant au montant de leur déficit budgétaire et au taux d'expansion monétaire ont-ils des répercussions importantes sur les options de politique économique qui s'offrent à leurs partenaires commerciaux.

Dans les pays industrialisés, ces répercussions ont une incidence importante sur la manière dont se transmet une impulsion expansionniste ou restrictive. Pour les pays en développement, l'évolution des taux d'intérêt revêt une signification supplémentaire en raison de son impact sur l'évolution de leur balance courante. Une hausse de 1 point des taux d'intérêt servis sur les avoirs en dollars E.U. entraînerait, selon les hypothèses retenues, une augmentation d'environ 3 à 4 milliards de dollars des paiements afférents au service de la dette des pays en développement non pétroliers. Par conséquent, le fait que les taux d'intérêt réels aux Etats-Unis sont peut-être supérieurs de 4 points au niveau atteint à un stade comparable des cycles économiques précédents de l'après-guerre peut être considéré comme étant à l'origine de près d'un cinquième du total du déficit courant des pays en développement non pétroliers.

ÉLABORATION DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN SITUATION D'INTERDÉPENDANCE

Face à la nécessité de s'adapter à un changement de l'environnement extérieur, les pays ont le choix entre deux types d'approche. Le premier consiste à essayer de réduire la vulnérabilité de l'économie intérieure aux chocs extérieurs en s'efforçant de l'isoler du jeu des mécanismes de transmission que je viens de décrire. L'autre consiste à mettre à profit les mécanismes de coopération internationale pour réduire la portée de ces chocs. Naturellement, il est possible de combiner ces deux approches, en utilisant, d'un côté, les mécanismes de coopération pour exploiter les avantages et réduire les perturbations qui découlent de l'interdépendance et en préservant, de l'autre, la faculté d'amortir les effets, sur l'économie intérieure, des chocs internationaux qui peuvent néanmoins encore se produire.

Toutefois, quelle que soit la solution adoptée, les pays ne peuvent pas se donner une liberté totale d'action dans la conduite de la politique économique intérieure. Ainsi, plusieurs pays ont utilisé l'instrument que constitue la gestion du taux de change pour essayer de protéger l'économie intérieure des répercussions d'un changement des circonstances extérieures. Certains ont choisi de déprécier leur taux de change dans le but de maintenir leur compétitivité extérieure et de préserver leurs parts de marchés à l'exportation. D'autres ont choisi de fixer leur taux de change pour se défendre contre les pressions inflationnistes extérieures. Toutefois, dans chacun des cas, il est clair que les résultats de telles actions ne peuvent être satisfaisants en l'absence de mesures de redressement intérieures. Les pays qui ont appliqué des politiques intérieures trop expansionnistes et ont laissé leur taux de change se déprécier à l'excès et trop rapidement ont aggravé les pressions inflationnistes intérieures. A l'inverse, les pays qui ont cherché, notamment en recourant excessivement à l'emprunt, à maintenir leur taux de change à un niveau trop élevé et sans rapport avec la réalité, ont provoqué la dégradation du solde de leurs comptes courants extérieurs et déclenché des sorties de capitaux. Il reste donc que la rigueur des politiques économiques intérieures et le réalisme des taux de change sont deux conditions essentielles à la stabilité économique internationale.

La manifestation la plus préoccupante du désir de protéger l'économie intérieure des perturbations d'origine extérieure est sans doute la recrudescence des pressions protectionnistes qu'on a pu observer ces dernières années. Le protectionnisme est un exemple typique de l'attitude qui consiste à s'attaquer au symptôme d'un problème au prix d'une aggravation du problème lui-même. Comme je viens de le mentionner, la prospérité de l'après-guerre a pris appui sur l'expansion soutenue du commerce et sur l'intégration internationale croissante favorisée par cet essor des échanges. Porter atteinte au commerce, c'est s'en prendre aux racines mêmes de cette prospérité. De plus, les mesures protectionnistes peuvent même se révéler inefficaces pour ce qui est de leur objectif direct, à savoir préserver l'emploi. En effet, dans la mesure où les importations sont freinées dans une industrie protégée, le taux de change aura tendance à se renforcer; la compétitivité des produits étrangers s'en trouvera accrue, ce qui compromettra les possibilités d'emploi dans les secteurs non protégés.

Cependant, le désir d'être préservé des effets de l'évolution économique internationale ne se limite pas au domaine du commerce. Récemment, l'opinion s'est répandue selon laquelle les prêts internationaux accordés aux pays en développement au cours des vingt

dernières années avaient été excessifs. L'opposition de certains milieux, aux Etats-Unis, à des mesures destinées à aider les institutions internationales à trouver une solution à la crise d'endettement actuelle est un bon exemple à ce sujet. Quelles que soient les causes de cette crise (et les responsabilités sont partagées), il n'est de l'intérêt de personne de laisser aller les choses. Comme l'a fait observer le président Reagan lors de l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire, si l'on ne s'attaque pas à la crise d'endettement, on risque d'en arriver à une situation de «cauchemar économique» qui affecterait tous les pays, prêteurs comme emprunteurs, et tous les secteurs de l'économie, le secteur industriel comme le secteur financier.

Il ressort clairement de ce que je viens de dire que je considère la coopération et la collaboration comme la clé de la solution des problèmes qui résultent de l'interdépendance croissante des économies. Les avantages que procurent les interrelations économiques mondiales sont trop importants pour qu'on les mette en péril en adoptant une stratégie fondée sur l'isolement de l'économie intérieure.

La nécessité de coopérer n'est pas, en soi, matière à controverse. Ce qui est plus difficile à définir, ce sont les types d'action qui permettront de traduire par des effets concrets et positifs ce souhait d'œuvrer de concert à la réalisation d'objectifs mutuellement convenus. Je voudrais consacrer la dernière partie de mon allocution aux mesures de coopération qui s'imposent pour faire face aux deux problèmes peut-être les plus importants auxquels se heurte l'économie mondiale à l'heure actuelle. Le premier problème est de savoir comment surmonter la crise financière que traversent nombre de pays lourdement endettés. Le deuxième est de définir les moyens qui permettront de rétablir une croissance durable et équilibrée dans l'ensemble de l'économie mondiale. Il va de soi que les solutions à ces deux problèmes sont étroitement liées, mais j'examinerai néanmoins séparément les conditions de politique économique nécessaires.

LA CRISE D'ENDETTEMENT

La première chose que je tiens à dire à propos de la crise d'endettement, c'est que, pour autant que les mesures appropriées soient prises, elle peut être maîtrisée et surmontée. A moyen et long terme, la capacité de production et le potentiel de croissance dont disposent des économies comme celles du Brésil, du Mexique et de l'Argentine sont plus que suffisants pour permettre à ces pays d'assurer le service de leur dette extérieure, tout en retrouvant la dynamique du développement intérieur.

Deuxième point fondamental: les pays débiteurs eux-mêmes doivent montrer qu'ils prennent les mesures nécessaires pour rétablir leur viabilité financière tout en préservant leur capacité de reprendre leur croissance économique à moyen terme. Le fait que les difficultés de balance des paiements sont associées à des facteurs indépendants de leur volonté ne signifie pas pour autant que l'ajustement n'est pas nécessaire. Bien au contraire, l'absence d'ajustement aggraverait le problème initial, puisqu'elle entraînerait une accélération de l'inflation, l'adoption de contrôles à l'importation et de nombreuses autres conséquences qui saperaient l'efficacité de l'allocation des ressources. En revanche, un ajustement efficace permettra aux pays qui auront opté pour cette solution d'exploiter les possibilités de redémarrage de la croissance de la production et de l'investissement offertes par la reprise dans le monde industrialisé.

Le troisième point concerne la nécessité pour les créanciers d'apprécier à sa juste valeur le rôle qu'ils jouent dans ce processus. Il est tout simplement impossible pour les pays emprunteurs de passer d'une situation où ils absorbaient chaque année un montant net de 50 milliards de dollars, sous forme de nouveaux prêts accordés par les banques commerciales, à une situation où les entrées de capitaux sont nulles, voire négatives, sans qu'il en résulte des conséquences désastreuses tant pour leur bien-être actuel que pour leurs perspectives futures de développement. Certes, des emprunts excessifs ont été contractés dans le passé, en trop peu de temps, et sans qu'aient été suffisamment pesées les conséquences qui pouvaient en résulter. Mais la solution correcte n'est pas d'arrêter complètement les prêts et «... advienne que pourra». Une telle attitude entraînerait des difficultés économiques démesurées, qui pourraient fort bien déboucher sur une situation d'instabilité politique dont les conséquences ne manqueraient pas de retomber sur les structures économiques et financières des pays industrialisés. Il faut donc assurer une transition sans à-coups en mettant à la disposition des pays endettés suffisamment de financements pour leur permettre de réduire de manière ordonnée leur dépendance vis-à-vis de l'épargne extérieure, tout en préservant leur capacité d'investissement et de croissance à moyen terme. Ce processus est déjà très avancé.

LA REPRISE ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE INDUSTRIALISÉ

J'en arrive ainsi à la question de savoir de quelle manière les événements économiques intérieurs et internationaux sont liés dans le processus de reprise mondiale. L'expansion économique est relativement forte aux Etats-Unis et au Canada depuis le début de l'année environ, mais il existe un certain nombre d'incertitudes quant à la durabilité de la reprise globale. En premier lieu, la reprise est encore trop limitée géographiquement. En deuxième lieu, un certain nombre de facteurs menacent de compromettre le redressement de la formation brute de capital fixe des entreprises, qui est en soi un élément essentiel d'une expansion durable.

Tout d'abord, les taux d'intérêt restent extrêmement élevés en comparaison des taux actuels de l'inflation. Ainsi, dans les sept principaux pays industrialisés, les taux d'intérêt à long terme étaient, en moyenne supérieurs de 5 points au taux d'inflation au troisième trimestre de 1983. A titre de comparaison, les chiffres correspondants enregistrés au même stade des trois dernières reprises étaient de l'ordre de 1 à 2 points. En deuxième lieu, des incertitudes persistent quant à l'évolution de l'inflation. Les tendances futures de prix, au-delà des deux prochaines années, dépendent de mesures qui n'ont pas encore été clairement établies dans tous les cas et qui pourraient céder aux pressions politiques. En troisième lieu, la rentabilité du secteur manufacturier reste faible, particulièrement dans nombre de pays industrialisés.

Cette liste de problèmes auxquels se heurtent les responsables de la politique économique internationale n'est pas exhaustive. Mais elle met cependant en lumière bon nombre de domaines d'interaction de la politique économique intérieure et de la politique économique internationale. L'exemple le plus évident est celui de la détermination du niveau des taux d'intérêt dans un monde où les marchés internationaux de capitaux sont de plus en plus intégrés. Les taux d'intérêt sont influencés tant par la relation courante entre offre et demande de fonds prêtables que par la manière dont est perçue l'évolution probable de cette relation à

l'avenir. Ils sont aussi fortement influencés par les anticipations inflationnistes — et par le degré d'incertitude entourant ces anticipations.

Il est un fait que les déficits budgétaires dans le monde industrialisé absorbent aujourd'hui une proportion de l'épargne privée plus grande qu'à aucun moment depuis la fin de la guerre; en 1982, cette proportion atteignait près de 50% en moyenne dans les sept principaux pays. Cette situation est en partie le reflet de la récession mondiale, mais elle est aussi le reflet des déficits structurels persistants qui auront tendance à absorber une part excessive de l'épargne privée et à compromettre les chances d'une croissance soutenue à moyen terme si les politiques actuelles ne sont pas corrigées.

Des déficits d'une telle ampleur non seulement maintiennent les taux d'intérêt réels à un niveau élevé, en raison de la concurrence que leur financement menace d'exercer face à une épargne peu abondante, mais ils ajoutent aussi aux autres facteurs d'incertitude qui entravent le processus de reprise. La crainte d'une monétisation des déficits rend plus difficile la prévision des tendances futures des prix, et cette incertitude elle-même ajoute sans doute encore une marge aux taux d'intérêt du marché. Qui plus est, le fait que l'importance relative des déficits varie selon les pays et évolue dans des sens opposés a des conséquences en ce qui concerne la structure des taux de change et des mouvements de capitaux.

Il n'est donc pas surprenant qu'au Fonds nous soyons fortement en faveur d'une action résolue, et menée sans tarder, pour réduire de manière convaincante les déficits budgétaires à moyen terme dans un certain nombre de pays et en particulier aux Etats-Unis. Une action dans ce sens contribuerait, je crois, plus que toute autre mesure de politique économique, à détendre les taux d'intérêt, à dissiper les incertitudes et à rétablir la confiance dans la durabilité de la reprise.

Toutefois, la réduction des déficits budgétaires n'apporterait une réponse qu'à la manifestation la plus évidente actuellement de l'interaction entre évolution économique intérieure et évolution économique internationale. Dans un monde interdépendant, les politiques économiques de tous les pays ont des répercussions sur l'environnement mondial auquel sont confrontés leurs partenaires commerciaux. Le cadre institutionnel dans lequel ces interactions peuvent faire l'objet d'un dialogue existe déjà, à l'état embryonnaire, en particulier sous la forme des responsabilités de surveillance qu'assume le Fonds monétaire international et de dispositifs moins formels tels que ceux adoptés par les pays industrialisés participant aux sommets économiques des chefs d'Etat et de gouvernement. Il ne s'agit pas tant de créer de nouvelles institutions que d'avoir la volonté politique d'utiliser plus intensément celles qui existent déjà. Il convient également de renforcer le cadre analytique dans lequel peuvent être pesées les conséquences de l'interdépendance. A cet égard, les examens périodiques, par le FMI notamment, des politiques économiques des pays membres ont contribué à améliorer considérablement la connaissance des répercussions internationales des politiques appliquées dans les différents pays.

Pour conclure, je dirai simplement qu'il est extrêmement important que se développent et se perfectionnent ces techniques de collaboration. Si nous les rejetons en faveur de solutions autarciques, nous aurons donné raison aux pessimistes et nous aurons brisé, au détriment de tous, les fondements mêmes de notre système économique international présent. En revanche, si nous les laissons se développer de manière fructueuse, nous nous serons donné les moyens de retrouver la dynamique du progrès vers un monde encore plus intégré et une plus grande prospérité partagée.